

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée
28 avril 2006

Français
Original: Anglais

**Commission pour la prévention du crime
et la justice pénale**
Quinzième session
Vienne, 24-28 avril 2006

Projet de rapport

Rapporteuse: Carmen Lídia **Richter Ribeiro Moura** (Brésil)

Additif**Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale**

1. À sa 8^e séance, le 27 avril 2006, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné le point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale". Pour l'examen de ce point, elle était saisie des documents suivants:

- a) Rapport du Secrétaire général sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2006/13 et Corr.1);
- b) Rapport du Secrétaire général sur la protection contre le trafic de biens culturels (E/CN.15/2006/14);
- c) Rapport du Secrétaire général sur la lutte contre la propagation du VIH/sida dans les structures de la justice pénale, les maisons d'arrêt et les établissements pénitentiaires (E/CN.15/2006/15);
- d) Report of the Intergovernmental Expert Group Meeting to develop an information-gathering instrument on standards and norms primarily related to crime prevention, held in Vienna from 20 to 22 March 2006 (E/CN.15/2006/CRP.1, en anglais uniquement).

2. La Directrice de la Division des traités et la Directrice exécutive adjointe, Directrice de la Division des opérations de l'ONUDC, ont fait une déclaration liminaire commune. La Commission a en outre entendu des déclarations du



représentant de l'Autriche (au nom des États membres de l'Union européenne) et par l'observateur du Panama (au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes). Elle a également entendu des déclarations des représentants du Canada, de la Jamahiriya arabe libyenne, de l'Allemagne, de l'Égypte et des États-Unis d'Amérique. Des déclarations ont en outre été faites par les observateurs de l'Azerbaïdjan, de l'Algérie, de la Suède et de l'Australie. Les observateurs de la Société mondiale de victimologie et de l'American Society of Criminology ont également fait des déclarations.

Délibérations

3. La Directrice de la Division des traités a présenté le rapport du Secrétaire général sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2006/13 et Corr.1), qui contenait une analyse des réponses reçues des États sur l'utilisation et l'application des règles et normes portant principalement sur les détenus, sur les mesures de substitution à l'emprisonnement, et sur la justice pour mineurs et la justice réparatrice. Elle a souligné que l'analyse des réponses reçues révélait que si certaines règles et normes, telles que l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus ou les règles et normes portant sur la justice pour mineurs, étaient généralement connues par la plupart des États Membres ayant répondu et étaient incorporées dans la législation nationale, celles portant sur les mesures de substitution à l'emprisonnement et sur la justice réparatrice étaient moins connues. Les réponses reçues ont en outre fait apparaître que peu d'États étaient au courant des possibilités de recevoir une assistance technique pour l'utilisation et l'application des règles et normes.

4. La Directrice de la Division des traités s'est en outre référée à la résolution 2004/34 du Conseil économique et social en date du 21 juillet 2004, relative à la protection contre le trafic de biens culturels, et à la demande y figurant de convoquer, sous réserve de la disponibilité de ressources, un groupe d'experts chargé d'examiner et d'évaluer les problèmes que posait la lutte contre le trafic de biens culturels et les difficultés rencontrées à cet égard. Elle a indiqué que le Secrétariat se concertait avec les gouvernements intéressés pour assurer le financement de cette réunion et a demandé de nouveau aux États Membres d'envisager de verser des contributions volontaires pour en permettre l'organisation.

5. La Directrice de la Division des opérations a appelé l'attention sur la propagation persistante du VIH/sida dans les maisons d'arrêt et les établissements pénitentiaires. En tant qu'organisme coparrainant le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et en sa qualité d'organisme chef de file pour les questions relatives au VIH/sida dans les prisons, l'ONUSDC offrait une large gamme de conseils techniques et de services aux États requérants pour améliorer la situation en matière de prévention du VIH/sida, de soins et de soutien dans des maisons d'arrêt et des établissements pénitentiaires. La Directrice a donné un aperçu du programme d'assistance technique étendu offert par l'ONUSDC et a insisté en particulier sur les missions consultatives, les possibilités de débat de politique générale, l'élaboration de matériels pédagogiques et la mise au point de séminaires de formation, ainsi que sur la fourniture d'un appui au niveau national pour mettre en œuvre des projets spécifiques.

6. Des orateurs ont approuvé le rôle joué par les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale s'agissant de renforcer le système de justice pénale des États, en particulier dans le cas de pays en développement et en transition économique, ou à la suite de conflits. De l'avis d'un représentant, l'une des principales conditions devant être remplies pour prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée, le terrorisme ou la corruption était l'existence d'un système de justice pénale juste et efficace, reposant sur l'état de droit et doté d'un personnel dûment formé aux règles et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale.

7. Un certain nombre d'orateurs ont fait part des mesures prises par leurs États pour appliquer les règles et normes dans le cadre de la législation nationale et de la formation des agents des services de justice et des services de détection et de répression. À cet égard, il a notamment été fait mention de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, des Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo) ainsi que de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: relever les défis du XXI^e siècle, et de la Déclaration de Bangkok: Synergies et réponses: Alliances stratégiques pour la prévention du crime et la justice pénale. Un intervenant a indiqué que les pays en développement manquaient de moyens pour appliquer les règles et normes des Nations Unies, et il a souhaité une assistance technique et financière qui permette l'application la plus large possible de ces instruments. Il a en particulier souligné l'importance de la Table ronde pour l'Afrique, tenue à Abuja les 5 et 6 septembre 2005, et a instamment prié la communauté internationale de fournir les ressources financières nécessaires à l'application du Programme d'action 2006-2010 adopté à cette occasion.

8. Plusieurs orateurs se sont félicités de ce que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale examine périodiquement certaines règles et normes afin de favoriser l'échange d'informations entre États sur l'utilisation et l'application de ces règles et normes et l'identification des domaines dans lesquels de nouveaux instruments étaient nécessaires. Des intervenants se sont toutefois dits préoccupés par le fait que les gouvernements étaient souvent submergés de nombreux questionnaires détaillés, et ils ont donc appelé de leurs vœux une rationalisation des demandes d'informations adressées aux États Membres. Un orateur a estimé qu'il fallait réunir des groupes d'experts intergouvernementaux chargés de mettre au point des règles et normes et d'élaborer des instruments d'enquête, tout en précisant que les délibérations de ces groupes devaient n'avoir qu'une valeur informative et non remplacer les consultations des gouvernements. À ce sujet, il a insisté sur le fait que les gouvernements, en particulier ceux des États fédéraux, avaient besoin de suffisamment de temps pour prendre comme il convenait l'avis des gouvernements nationaux ou provinciaux responsables, en vertu de la Constitution, d'une grande partie du système de justice pénale.

9. Un intervenant s'est félicité des travaux réalisés dans le domaine de la prévention du crime par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Il a ajouté que le moment était venu pour elle d'intensifier ces travaux et que l'élaboration de stratégies efficaces de prévention de la criminalité pourrait grandement contribuer à réduire la criminalité et la victimisation. La prévention du crime devrait automatiquement faire partie intégrante des programmes d'assistance technique destinés aux États Membres, qui devraient s'inspirer des

recommandations fondées sur la connaissance et des bonnes pratiques. Les États Membres et les entités intéressées ont par ailleurs été invités à participer au colloque sur la criminologie devant se tenir à Stockholm du 15 au 17 juin 2006.

10. Une observatrice a insisté sur le fait qu'il importait de répondre aux besoins des victimes et a rappelé que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale était déterminée à prévenir la victimisation et à promouvoir les principes de justice pour les victimes. Dans le même ordre d'idées, elle a invité les États Membres à réunir un groupe d'experts intergouvernemental chargé d'élaborer des recommandations à mettre en œuvre sur la meilleure façon d'appliquer les règles et normes des Nations Unies relatives aux victimes.

11. Une autre observatrice s'est déclarée en faveur des Principes directeurs applicables à la prévention du crime (résolution 2002/13 du Conseil économique et social, annexe) et a annoncé que son organisation, avec l'Alliance des organisations non gouvernementales du Siège de l'ONU à New York et les membres du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, avait commencé à rédiger un rapport sur la manière de faire en sorte que ces principes directeurs soient appliqués, rapport qui constituerait une contribution en nature et une assistance technique à l'ONUSD pour ses activités de prévention de la criminalité.

12. De nombreux représentants ont signalé une forte augmentation des vols et du trafic de toutes sortes d'objets d'art et d'antiquités, qui risquait de priver des cultures et des nations entières de leur patrimoine culturel. Plusieurs se sont aussi déclarés profondément préoccupés par la participation croissante de groupes criminels organisés au vol et au trafic de biens culturels.

13. D'autres représentants ont communiqué des informations sur les mesures d'ordre législatif et administratif prises à l'échelle nationale pour combattre le trafic de biens culturels, y compris la formation du personnel concerné et l'échange de renseignements entre les organismes participant à la lutte contre cette activité criminelle. On a fait observer, à cet égard, que des mesures nationales appropriées devraient associer à la fois des mesures de répression et des mesures de prévention, notamment la surveillance des objets culturels enregistrés. Un représentant a également souligné qu'il fallait apporter une assistance technique aux États qui ne disposaient pas des moyens nécessaires pour s'attaquer efficacement au problème.

14. Plusieurs représentants ont fait valoir qu'il importait de renforcer la coopération internationale pour combattre le trafic des biens culturels, compte tenu de sa nature transnationale. À cet égard, certains orateurs ont souligné la nécessité de promouvoir encore et d'appliquer effectivement la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, ainsi que la Convention de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles. On a également mentionné la Déclaration du Caire sur la protection des biens culturels, faite lors de la conférence tenue au Caire en 2004 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Convention de 1954, qui était une autre manifestation de la volonté politique des États Membres de promouvoir une action efficace à l'échelle tant nationale qu'internationale pour assurer une meilleure protection des biens culturels.

15. De nombreux orateurs ont estimé que la convocation de la réunion du groupe d'experts sur les mesures de protection contre le trafic de biens culturels était une initiative nécessaire pour évaluer les principaux paramètres du problème de façon plus globale et formuler des recommandations sur l'adoption de mesures d'ordre législatif et administratif appropriées pour vraiment enrayer ce phénomène.

16. Tout en indiquant qu'ils restaient vivement préoccupés par la poursuite de la propagation du VIH/sida dans les maisons d'arrêt et les établissements pénitentiaires, un certain nombre d'orateurs ont exprimé leur soutien aux travaux menés par l'ONUDC dans ce domaine. De nombreux orateurs ont également noté que l'ONUDC était bien placé pour offrir une vaste gamme de compétences et de services face à la demande croissante d'assistance technique. On a par ailleurs appelé l'attention sur les besoins spéciaux de groupes vulnérables, comme les femmes, les jeunes et les enfants incarcérés. Compte tenu du fait que l'ONUSIDA et d'autres organismes des Nations Unies apportaient aussi une assistance technique dans le domaine de la prévention du VIH/sida, l'ONUDC a été encouragé à poursuivre ses travaux dans le cadre de son mandat.

17. Afin de limiter la propagation de la pandémie, plusieurs orateurs ont estimé qu'il fallait faire des efforts pour réduire la surpopulation carcérale et juguler la violence. À cet égard, certains États proposaient des activités et des programmes éducatifs propres à créer un environnement favorable à une culture de non-violence.

18. Plusieurs représentants se sont félicités des travaux accomplis par l'ONUDC pour donner suite à la résolution 2004/35 du 21 juillet 2004 du Conseil économique et social ainsi qu'aux recommandations de l'Équipe spéciale mondiale pour le renforcement de la coordination entre les institutions multilatérales et les donateurs internationaux dans la lutte contre le sida. Reconnaisant l'importance qu'il y avait à coordonner et rationaliser l'action menée à l'échelle mondiale contre le VIH/sida, de nombreux orateurs ont appuyé sans réserve le fait que l'ONUDC soit reconnu comme l'organisation chef de file du système des Nations Unies pour la prévention du VIH/sida dans les prisons.

19. On a de nouveau souligné qu'il importait de donner aux détenus l'accès voulu aux services de prévention, de traitement et de soins ainsi qu'à des programmes d'éducation sanitaire, et de dispenser une formation au personnel carcéral.

20. Un représentant a mis l'accent sur les efforts actuellement déployés à l'échelle nationale aux fins de la réforme de la justice pénale, comme en témoignaient notamment les mesures spéciales visant à lutter contre le VIH/sida dans les prisons, ainsi que les initiatives en matière de prévention, soins et traitement. Il a en outre été signalé que la législation nationale prévoyait un ensemble d'options pour remédier à la surpopulation carcérale.

21. Un autre représentant a mentionné le Programme d'action 2006-2010 pour l'Afrique, faisant observer que la prise en charge de maladies comme le VIH ne pouvait être efficace que si elle s'inscrivait dans un ensemble de stratégies de prévention, de traitement et de réduction des risques. La lutte contre les maladies infectieuses et leur prise en charge dans les établissements pénitentiaires étaient essentielles pour protéger la santé des détenus, du personnel et, en fin de compte, de la collectivité. Un représentant a également exprimé son soutien au Programme d'action qui offrait un moyen de renforcer les capacités nationales dans un certain nombre de domaines, y compris dans la lutte contre le VIH/sida dans les prisons.

22. Rappelant le lien qui existait entre l'injection de drogues et la propagation du VIH/sida, un représentant a souligné à nouveau qu'il fallait mettre en place des programmes d'éducation et de prévention, donner accès au test VIH et au traitement et former le personnel carcéral.
